

lifié de pure rhétorique notre politique dans ce domaine. Ce n'est certes pas le cas.

Le Canada considère que ses programmes d'aide bilatéraux dans les pays indépendants d'Afrique australe comme la Tanzanie, la Zambie, le Malawi, le Botswana, le Lesotho et le Souaziland montrent où il se situe par rapport à ces pays et aux régimes minoritaires dirigés par des Blancs.

Nous avons également acheminé des sommes importantes dans ces pays par l'intermédiaire des diverses organisations multilatérales comme les Nations Unies et ses institutions spécialisées, et du Secrétariat du Commonwealth, qui mettent en oeuvre des programmes humanitaires dans cette région. Enfin, nous avons entrepris d'accroître l'aide humanitaire que nous consentons à l'Afrique australe. Les fonds sont distribués sous forme de subventions d'appoint aux organisations non gouvernementales du Canada et aux organismes internationaux qui exécutent des projets humanitaires dans cette partie du monde. Ainsi, le Canada vient en aide à un centre médical et éducatif à Lusaka et à un centre médical sur la réserve Chiweshe en Rhodésie; il aide également l'Angola et le Mozambique à se procurer le matériel éducatif, médical et agricole dont ils ont besoin. Les faits montrent donc clairement quelle a été notre position au cours des années. Nous condamnons et continuerons de condamner le racisme et le colonialisme en Afrique australe.

L'évolution de la situation dans cette partie de l'Afrique au cours de la dernière année nous permet d'espérer une amélioration sensible de la situation.

Changements imprévus

Très peu d'observateurs avaient prévu les changements qui se sont produits depuis un an en Guinée-Bissau, en Angola et au Mozambique. Personne ne peut prédire avec certitude quelle sera la situation dans le reste de l'Afrique australe dans un an. Il semble toutefois que le Gouvernement sud-africain tente sérieusement d'améliorer ses relations avec ses voisins par des moyens pacifiques. Dans le cadre de cette nouvelle politique, les Sud-Africains cherchent apparemment à amener Ian Smith à vider la question rhodésienne avec les éléments nationalistes. Nous croyons que les initiatives du Gouvernement sud-africain sont, dans une certaine mesure,

une réaction tardive aux pressions que le Canada, de concert avec d'autres pays, exerce sur l'Afrique du Sud. Nous croyons que ces pressions auraient été moins efficaces si nous avions ignoré les Sud-Africains et rompu nos relations diplomatiques avec eux, comme d'autres le suggéraient. En outre, nous osons espérer que cette volonté de l'Afrique du Sud d'améliorer ses relations avec l'extérieur aura comme corollaire, à l'avenir, une lutte énergique contre la discrimination raciale à l'intérieur.

Représentation diplomatique en Afrique

Comme vous le savez, l'accélération de l'activité diplomatique canadienne en Afrique est récente, mais elle a été rapide. C'est seulement en 1957 que le Canada a établi sa première vraie mission diplomatique en Afrique noire, plus précisément à Accra. A cette époque, nous étions déjà représentés en Afrique du Sud et nous avons également une mission commerciale dans ce qui est maintenant le Zaïre. Nous avons maintenant des missions dans les pays suivants du Maghreb et de l'Afrique francophone: le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Zaïre, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc. Nous avons également de plus petits bureaux au Niger, au Mali et en Haute-Volta. En Afrique du Commonwealth, nous avons des hauts-commissariats au Nigéria, au Ghana, en Zambie, en Tanzanie et au Kenya. Nous avons également des ambassades en Éthiopie et en Afrique du Sud. Dans la plupart des cas, ces missions sont accréditées auprès d'au moins un deuxième État. Au total, nous sommes donc représentés dans tous les pays d'Afrique, à l'exception de la Guinée équatoriale, bien que nous n'ayons pas de missions dans chacun de ces pays.

La majorité de nos agents diplomatiques en Afrique consacrent une partie de leur temps à l'aide au développement; il y a aussi dans nos missions 16 représentants de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). De plus, celle-ci compte environ 850 experts canadiens en Afrique à l'heure actuelle dans tous les domaines imaginables; à ceux-ci s'ajoutent quelque 500 représentants du CUSO et de son homologue francophone, le SUCO (Service universitaire canadien outre-mer). Enfin, à peu près 50 Canadiens oeuvrent en Afrique pour le compte du

Service administratif canadien outre-mer, organisme fort utile qui permet à des retraités canadiens de mettre leur vaste expérience dans bon nombre de domaines au profit des pays en voie de développement. Nous avons donc près de 1,500 Canadiens qui travaillent, à un titre ou à un autre, dans le secteur de l'aide au développement en Afrique.

* * * *

Liens linguistiques

Nos deux langues officielles sont les deux langues européennes les plus utilisées en Afrique; la politique linguistique du gouvernement est donc un atout sur ce continent. De plus il semble que le caractère bilingue du Canada est bien reflété dans la répartition linguistique des jeunes Canadiens qui oeuvrent en Afrique.

...Aujourd'hui, nos relations avec l'Afrique entrent peut-être dans une phase nouvelle. Nous devons continuer d'appuyer les trois organismes multilatéraux que je viens de mentionner. D'autre part, nous ne pouvons nous permettre de considérer les États africains comme de simples prolongations de certaines des institutions multilatérales dont nous faisons respectivement partie.

Je tiens à souligner qu'il est maintenant essentiel pour nous de considérer les besoins particuliers, les aspirations et la situation de *chacun* des pays africains avec lesquels nous avons des relations diplomatiques. Nous sommes aujourd'hui plus sensibilisés qu'auparavant à la nécessité d'équilibrer nos relations avec ces pays. Pour cela nous devons mettre l'accent sur les relations bilatérales, déborder le cadre de l'aide et de la coopération technique et nous attacher aux questions d'intérêt commun. Je pense ici aux grandes questions politiques, aux affaires culturelles et à une coopération économique élargie. Cet ajustement exigera de nous de la flexibilité et de l'imagination. Dans chaque cas, nous devons évaluer tant nos propres ressources que les problèmes particuliers du pays concerné. C'est là la seule façon dont nous pourrions organiser de meilleurs programmes d'aide, accroître nos relations commerciales et promouvoir les politiques, dans les domaines de l'environnement et du droit de la mer notamment, que nous considérons capitales.

L'avenir de nos relations bilatérales avec les États africains repose sur un effort plus suivi de notre part. Ceci